



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Mercredi 18 janvier 2023

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
199^e année
19 janvier 2023
n° 2 / 7979^e
pages 65 à 112



Version numérique incluse*



322302



9 782993 223024

ÉDITORIAL

65 Soliman le Magnifique, *Michel Vivant*

ACTUALITÉS

- 69 Pratique restrictive : obtention d'un avantage sans contrepartie
- 70 Clause abusive (portée de la nullité) : rémunération des prestations juridiques
- 71 Tourisme (voyage à forfait) : portée des mesures relatives au Covid-19
- 71 Transport maritime (responsabilité contractuelle) : portée des mentions du connaissance
- 76 Appel civil (déclaration d'appel) : application du décret du 25 février 2022
- 77 Notaire (secret professionnel) : dispense par ordonnance présidentielle

POINT DE VUE

- 78 La sécurisation des accords de conciliation constatés ou homologués,
Reinhard Dammann et Arij Hamouda

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 87 **Panorama** : Avocat, *Thierry Wickers*
- 98 **Notes** : La Cour de justice et les conflits de lois dans le temps,
note sous CJUE 22 juin 2022, Rafael Amaro
- 103 Maintenir le contenu du contrat n'est pas abusif,
note sous Com. 9 mars 2022, Hélène Gourdy
- 107 La banque et la Cour européenne des droits de l'homme :
mode d'emploi à partir de l'arrêt *Korporativna Targovska Banka AD c/ Bulgarie*,
note sous CEDH 30 août 2022, Manuela Brillat

ENTRETIEN

- 112 L'assurance des risques de cyberattaques, *Pierre-Grégoire Marly*

DALLOZ
Lefebvre Dalloz

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 01 40 64 53 66
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
SYLVIE FAYE

DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNARANT, NICOLAS DESSAULT,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUTZ

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (5403)

- RÉDACTION

Maele HARSOUËT DE KERAVAL (5379)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION - RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (5284)

Laurence BREUZE-DINNAT (5481)

Katy PERCHEREAU (5366)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1^{er} secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Yvette NAY, *Directrice*

Fax : 01 41 48 47 92 - ventes@dalloz.fr

Relations clients : Corinne ROUTIER, *Responsable*

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 959,74 € TTC

Étranger : 1 016,56 € TTC

Prix au numéro : 41,86 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1022 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Janvier 2023

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Michel Vivant

65

Soliman le Magnifique



ACTUALITÉS

68

DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Caution (action contre la banque) :
défaut de réception de la mise en demeure,
Cv. 1^{er}, 11 janv. 2023

Commerce électronique

Site internet (pornographie) :
non-renvoi d'une QPC,
Cv. 1^{er}, 5 janv. 2023

Concurrence-Distribution

Pratique restrictive : obtention d'un avantage
sans contrepartie, Com. 11 janv. 2023

Consommation

Démarchage à domicile (contrat) :
mention des bons de commande,
Cv. 1^{er}, 11 janv. 2023

Clause abusive (portée de la nullité) :
rémunération des prestations juridiques,
CJUE 12 janv. 2023

Tourisme (voyage à forfait) :
portée des mesures relatives au Covid-19,
CJUE 12 janv. 2023

Contrat d'affaires

Transport maritime (responsabilité
contractuelle) : portée des mentions
du connaissance, Com. 14 déc. 2022

Fonds de commerce et commerçants

Agent commercial (qualification) :
pouvoir de modifier les prix des produits,
Com. 11 janv. 2023

72

DROIT CIVIL

Bien-Propriété

Propriété (prescription acquisitive) :
application aux personnes publiques,
Cv. 3^e, 4 janv. 2023

Contrat-Responsabilité-Assurance

Produit défectueux (élément du corps humain) :
renvoi d'une QPC, Cv. 1^{er}, 5 janv. 2023

Association (formation disciplinaire) :
exigence d'impartialité,
Cv. 3^e, 11 janv. 2023

Famille-Personne-Succession

Succession (libéralité) : réduction
d'une donation de biens communs,
Cv. 1^{er}, 5 janv. 2023

Usufruit (donation) : extinction à la mort
du donateur, Cv. 1^{er}, 5 janv. 2023

Tutelle (meuble) : nature de la vente
aux enchères publiques, Cv. 1^{er}, 5 janv. 2023

73

DROIT IMMOBILIER

Construction-Urbanisme

Contrat d'entreprise : caution substituée
à une retenue de garantie, Cv. 3^e, 11 janv. 2023

Urbanisme (parc éolien) : condition de l'action
en démolition, Cv. 3^e, 11 janv. 2023

Expropriation

Immeuble exproprié (cession temporaire) :
application aux cessions amiables, Cv. 3^e,
11 janv. 2023

Indemnisation (bailleur) :

non-respect des critères du logement décent,
Cv. 3^e, 11 janv. 2023

74

DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Données personnelles (autorité de contrôle) :
exercice des voies de recours,
CJUE 12 janv. 2023

Données personnelles (droit d'accès) :
limitation à une catégorie de destinataires,
CJUE 12 janv. 2023

Étranger (réfugié) : action en justice qualifiée
d'opinion politique, CJUE 12 janv. 2023

75

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Crime (peine) : nature d'un emprisonnement
inférieur à dix ans, Crim. 11 janv. 2023

Procédure pénale

Juridiction correctionnelle (requalification) :
limites des pouvoirs du juge, Crim. 10 janv. 2023

75

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

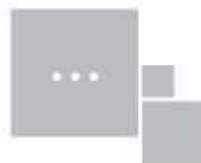
Exequatur (action) : absence de délai
de prescription, Cv. 1^{er}, 11 janv. 2023

Appel civil (déclaration d'appel) :
application du décret du 25 février 2022,
Cv. 2^e, 12 janv. 2023

Appel civil (cour de renvoi) :
principe de concentration des prétentions,
Cv. 2^e, 12 janv. 2023

Profession juridique et judiciaire

Notaire (secret professionnel) :
dispense par ordonnance présidentielle,
Cv. 1^{er}, 11 janv. 2023



POINT DE VUE

78

La sécurisation des accords de conciliation constatés ou homologués
par Reinhard Dammann et Arij Hamouda



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

80

Les pouvoirs publics au soutien du droit international privé français
Lettre ouverte sur un projet de code
par Louis d'Avout

PANORAMA

87

Avocat
décembre 2021 – novembre 2022
par Thierry Wickers

NOTES

98

La Cour de justice et les conflits de lois dans le temps,
note sous *CJUE 22 juin 2022*
par Rafael Amaro

103

Maintenir le contenu du contrat n'est pas abusif,
note sous *Com. 9 mars 2022*
par Hélène Gourdy

107

La banque et la Cour européenne des droits de l'homme :
mode d'emploi à partir de l'arrêt *Korporativna Targovska Banka AD c/ Bulgarie*, note sous *CEDH 30 août 2022*
par Manuela Brillat



ENTRETIEN

112

Pierre-Grégoire Marly – L'assurance des risques de cyberattaques

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

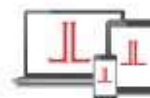
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revue.fr



QUESTION D'ACTUALITÉ

CLAUSE D'EXCLUSION D'UN ASSOCIÉ DE SAS : MISE EN PERSPECTIVE DE LA DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Mise en lumière par Alain Couret des nouveautés apportées par les Sages au régime de l'exclusion

32



www.efl.fr



À LA UNE

Question d'actualité - Assurance pertes d'exploitation et Covid : une clause d'exclusion de garantie jugée efficace

37

Commentaire - Les modalités de recours au nouveau guichet unique électronique sont précisées

27

Question pratique - L'ESG dans les opérations de fusion-acquisition : retour d'expérience et perspectives

41



EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz



Sociétés

- 4 - Coemploi d'un salarié dans un groupe de sociétés
- 5 - Publicité de l'opération de fusion-absorption et action de l'absorbante
- 5 - Révision du Code de gouvernance Afep-Medef
- 7 - Contrôle des conventions réglementées
- 8 - Concurrence déloyale commise par une société créée par l'ancien salarié d'un concurrent
- 8 - Procédure disciplinaire des experts-comptable
- 9 - Contrôle des investissements étrangers dans une société cotée

Bourse

- 9 - Visite et saisie de l'AMF

Entreprise en difficulté

- 10 - Cessation des paiements
- 11 - Maintien de l'activité en cas de liquidation judiciaire

Contrats

- 12 - Validité de la clause attributive de juridiction
- 13 - Garantie d'éviction due à l'acheteur d'un immeuble
- 13 - Devoir d'information du vendeur envers un acheteur professionnel
- 14 - Acceptation d'une offre d'achat

Finances de l'entreprise

- 15 - Taux de l'intérêt légal pour le 1^{er} semestre 2023

Biens de l'entreprise

- 15 - Prescription de l'action d'un locataire invoquant le statut des baux commerciaux
- 16 - Clause de renonciation au renouvellement d'un bail commercial

Concurrence

- 17 - Rupture brutale de relations commerciales établies
- 17 - Règlements d'exemption des accords R&D et de spécialisation
- 18 - Contrats de vente de produits agricoles
- 18 - Notification d'actes par l'Autorité de la concurrence à la demande d'une autorité nationale de l'UE

Consommation

- 19 - Obligation de consultation du FICP
- 20 - Délivrance des tickets de caisse
- 20 - Fraude aux numéros spéciaux

Et aussi...

- 21 - Déférencement de contenus inexacts
- 23 - Publicité des mesures d'injonction de la DGCCRF
- 24 - Tarif des annonces légales
- 25 - Droit de gage de la sécurité sociale sur le patrimoine de l'entrepreneur individuel
- 26 - Majoration des rentes viagères

Commentaires

- 27 - Modalités de recours au guichet unique électronique
- 29 - Défaillance du guichet unique électronique
- 30 - Caractère abusif de la clause de déchéance du terme d'un prêt sans mise en demeure

Question d'actualité

- 37 - Assurance pertes d'exploitation et Covid : une clause d'exclusion de garantie jugée efficace

Question pratique

- 41 - L'ESG dans les opérations de fusion-acquisition : retour d'expérience et perspectives

Veille

- 46 - Veille fiscale et sociale



QUESTION D'ACTUALITÉ



32

**CLAUDE D'EXCLUSION
D'UN ASSOCIÉ DE SAS :
MISE EN PERSPECTIVE DE LA DÉCISION
DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL**

Revue Lamy de la concurrence

Saga Pyxis – Clap de fin ?

Chloë RAMONE, François DAUBA et Hugues VILLEY DESMESERETS

– Droits exclusifs d'importation et vivacité de la concurrence inter-marques :
le cas de la commercialisation de champagne à la Martinique

Florent VENAYRE

– Contrats domaniaux et obligation de mise en concurrence : le clair-obscur jurisprudentiel
du Conseil d'État

Entretien avec Guillaume HANNOTIN et Rémi BONNEFONT

– Notions de concession et de marché public, seuil d'applicabilité de la directive 2014/23/UE,
inscription au registre du commerce et vocabulaire commun : les précisions de la CJUE

Céline GARNIER

Conseil scientifique

Frédéric de BURE :

Avocat, Cleary Gottlieb Steen & Hamilton LLP

Sébastien BRAMERET :

Maître de conférences à l'Université Grenoble Alpes, Membre du GRDPE

Benjamin CHEYNEL :

Référéndaire à la Cour de justice de l'Union européenne

Lorraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIÉ :

Avocat, Jeantet Associés

Jean-Christophe GRALL :

Avocat, Grall & Associés

Pascal IDOUX :

Professeur de droit public à l'Université de Montpellier I, CREAM/IUF

Bruno LASSERRE :

Ancien Président de l'Autorité de la concurrence

Gildas de MUIZON :

Deloitte Economic Consulting

Gwenaél MUGUET-POULLENNEC :

Référéndaire au Tribunal de l'Union européenne

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de Droit

Éric PAROCHE :

Avocat, Hogan Lovells

Alexandre RIÉRA :

Maître de conférences en droit privé à l'Université de Perpignan Via Domitia, Avocat, AARPI RGR Avocats

Jacqueline RIFFAULT-SILK :

Conseiller à la Cour de cassation

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social

7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Karnov HoldCo France

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : M. Pontus Bodelsson,

en qualité de représentant légal de la société

Karnov Group Holding AB, elle-même Présidente

de la société Karnov HoldCo France SAS, prise

en sa qualité de représentant légal de la société

éditrice Lamy Liaisons.

Directrice générale : Palmira Andrade

Directrice des éditions : Sylvie Duras

Rédactrice en chef : Chloé Mathonnière

Ont participé à ce numéro : Jérémy Berlemont

et Céline Garnier

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 84,74 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2115-8894

N°ISSN (version imprimée) : 1770-9377

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 1226 T 85786

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Duplirprint, 2 rue Descartes,

95330 Domont

Origine du papier : Portugal

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : imprimé sur papier FSC

Eutrophisation : Ptot 0.08 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXE

courriel : contact@wkl.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Sommaire

FOCUS P. 3

- Réattribution partielle des droits de retransmission de la Ligue 1 à Amazon : rejet des saisines déposées par Canal + et beIN Sports
Jérémy BERLEMONT

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 5

- Pratiques anticoncurrentielles P. 6
- Transparence et pratiques commerciales déloyales P. 6
- Commande publique P. 6

ÉCLAIRAGE P. 12

- Saga Pyxis – Clap de fin ?
Chloé RAMONE, François DAUBA et Hugues VILLEY DESMESERETS

ENTRETIEN P. 16

- Contrats domaniaux et obligation de mise en concurrence : le clair-obscur jurisprudentiel du Conseil d'État
Entretien avec Guillaume HANNOTIN et Rémi BONNEFONT

ÉTUDE P. 19

- Droits exclusifs d'importation et vivacité de la concurrence inter-marques : le cas de la commercialisation de champagne à la Martinique
Florent VENAYRE

JURISPRUDENCE COMMENTÉE P. 23

- Notions de concession et de marché public, seuil d'applicabilité de la directive 2014/23/UE, inscription au registre du commerce et vocabulaire commun : les précisions de la CJUE
Céline GARNIER

DROIT & PATRIMOINE

LE MENSUEL
DE TOUS
LES PRATICIENS
DU DROIT

N°331 • janvier 2023

Prix au n° : 43,58 € HT - 44,50 € TTC. Abonnement annuel : 479,43 € HT - 489,50 € TTC.

DOSSIER

INFLUENCES RÉCIPROQUES ENTRE IMPÔT ET FINANCES DEUXIÈME PARTIE



DOSSIER SPÉCIAL

Droit & Patrimoine
fête ses 30 ans

ANALYSE

Les dirigeants de sociétés
et d'entreprises en difficulté

DROIT & PATRIMOINE

JANVIER 2023 • N° 331

DROIT & PATRIMOINE

FÊTE SES 30 ANS

Droit & Patrimoine et l'ingénierie juridico-patrimoniale : 30 ans d'évolution.....7

20 ans d'assurance-vie, quelles assurances ?.....8

Aperçu de l'évolution du droit fiscal depuis 30 ans.....9

Droit international privé et européen du patrimoine : une révolution (presque) tranquille !.....10

Coup d'œil sur 30 ans d'histoire : Des balbutiements à l'essor de la recherche sur les entreprises familiales.....11

ANALYSE

ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

LES DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS et d'entreprises en difficulté.....12

Par Deen Gibirila, professeur émérite
(université Toulouse 1 Capitole)



DOSSIER

« LES INFLUENCES RÉCIPROQUES
ENTRE IMPÔT ET FINANCES »

DEUXIÈME PARTIE :
L'IMPÔT À L'ÉPREUVE DE LA FINANCE

- **Impôt et charges financières : une tragi-comédie fiscale en cinq actes**
Par Laurent Savarin, avocat fiscaliste associé, cabinet Fiscarea (Nantes).....26
- **La fiscalité du crowdfunding**
Par Émilie Gicquaud, maître de conférences en droit privé - université d'Angers, membre du Centre Jean-Bodin.....31
- **Le métavers : un univers fiscal en devenir ?**
Par Frédéric Douet, professeur à l'université Rouen-Normandie, membre du Conseil des prélèvements obligatoires35

SOMMAIRE

ACTUALITÉ • PRATIQUE • ANALYSE • DOSSIER • JURISPRUDENCE

CHRONIQUE

DROIT DES BIENS

CHRONIQUE DE DROIT DES BIENS

Janvier 2023.....48

Par Stéphane Benlisi, maître de conférences HDR à l'université de Montpellier, laboratoire de droit privé (EA 707) et Louis-Frédéric Pignarre, professeur à l'université de Montpellier, laboratoire de droit privé (EA 707)

© ADOBESTOCK / IRINA STRELNIKOVA

- **La transparence financière et fiscale des entreprises**

Par Karim Sid Ahmed, maître de conférences en droit privé à l'université Paris Nanterre, membre du Centre de droit civil des affaires et du contentieux économique (CEDCACE)..... 39

- **La politique répressive du Parquet national financier en matière fiscale**

Par Charles-Henri Hardy, maître de conférences en droit privé - université Toulouse 1 Capitole - Centre de droit des affaires ... 43

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 2 du 16 janvier 2023

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

Un ministre en civiliste

N° 45 - Par Christophe JAMIN

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | MAGISTRATS

Ludovic Friat, magistrat de terrain à la tête de l'USM

N° 46 - Par Florence CREUX-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | APPLICATION DES LOIS

Qu'importe le contenu pourvu qu'on ait l'ivresse de la loi

N° 47 - Par Alain LAMBERT

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | BIOÉTHIQUE

Une convention citoyenne pour évaluer la législation sur la fin de vie

N° 48 - Par Cédric GROULIER

[Consulter le PDF](#)

APERÇUS RAPIDES | JUSTICE

Un constat lucide mais des propositions timides

N° 49 - Par Pierre DELMAS-GOYON

[Consulter le PDF](#)

APERÇUS RAPIDES | UNION EUROPÉENNE

Niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'UE

N° 50 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PRESCRIPTION

Point de départ du délai de prescription du recours entre constructeurs

N° 51

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | MAJEURS PROTÉGÉS

De la vente volontaire d'oeuvres d'art d'un majeur protégé

N° 52

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PENSIONS ALIMENTAIRES

L'intermédiation financière généralisée pour toutes les pensions alimentaires depuis le 1er janvier 2023

N° 53

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | LIBÉRALITÉS

Évaluation des donations avec charge : hommage rendu au nominalisme monétaire

N° 54 - Par Cécile PÉRÈS

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

Le jugement d'adjudication ne constitue pas un titre d'expulsion en matière de licitation

N° 55 - Par Christian LAPORTE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Modalités d'informations du consommateur utilisant un système de conduite automatisé d'un véhicule individuel

N° 56 - Par Iolande VINGIANO-VIRICEL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 5 au 11 janvier 2023

N° 57

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AGENTS COMMERCIAUX

Faute grave de l'agent commercial : un temps pour tout

N° 58 - Par Nicolas DISSAUX

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RETRAITES

Réforme des retraites : le Gouvernement présente son projet

N° 59

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Office du juge judiciaire en matière de contestation de la répartition des sièges et du personnel dans les collèges électoraux d'établissements distincts

N° 60 - Par Nathalie DEDESSUS-LE-MOUSTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ALLOCATION AUX ADULTES HANDICAPÉS

Déconjonction de l'AAH : un premier décret est publié

N° 61

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ÉGALITÉ DE TRAITEMENT

Interdire à un homme le port d'une coiffure avec des tresses peut constituer une discrimination

N° 62 - Par Bernard BOSSU

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

Suppression du droit de suite attaché au privilège du Trésor

N° 63

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Relèvement du plafond de bénéfice imposable des PME soumis au taux réduit d'IS

N° 64

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 5 au 11 janvier 2023

N° 65

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | LIBERTÉ D'EXPRESSION

Restriction justifiée à la liberté d'expression d'Éric Z.

N° 66 - Par Aurélia SCHAHMANECHE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | INTERDICTION DE LA DISCRIMINATION

L'obligation faite aux femmes de partir à la retraite plus tôt que les hommes est

discriminatoire

N° 67 - Par Frédéric SUDRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DIRECTIVE

Directives : objectifs généraux et invocabilité directe ?

N° 68 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Usage du signe Louboutin par Amazon

N° 69 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | PROCÉDURE CIVILE

Caducité, appel non soutenu... l'instabilité procédurale perdue

N° 70 - Par Philippe GERBAY

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Des formations au défi de la concurrence

N° 71 - Par Jimmy LOPEZ

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine

L'ÉTUDE | AVOCATS

La loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante et la protection du patrimoine de l'avocat associé

N° 72 - Par Adeline MORIN TRUDELLE

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | PERSONNES

Droit des personnes

N° 73 - Par Bernard TEYSSIÉ et Nicolas ANCIAUX

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | UNION EUROPÉENNE

Droit à l'oubli et fake news, le déréférencement des informations manifestement inexacts

N° 74 - Par Francis DONNAT

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | COUR DE CASSATION

Audience solennelle de rentrée judiciaire à la Cour de cassation : des adieux et des vœux

N° 75

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUGE ADMINISTRATIF

Juge ou médiateur, il faut choisir

N° 76 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

Un plan d'action pour la justice

N° 77

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

3 questions à Ludovic Friat, président de l'Union syndicale des magistrats

N° 78

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

3 questions à Kim Reuflet, présidente du Syndicat de la magistrature

N° 79

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | GREFFIERS

3 questions à Elodie Le Corre, greffière fonctionnelle à la cour d'appel de Versailles

N° 80

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 2 du 12 janvier 2023

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

BANQUE

3 QUESTIONS - Éclairage sur certaines incidences de la fusion des réseaux Société Générale et Crédit du Nord

N° 32 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

POUVOIRS PUBLICS

Publication d'une circulaire sur l'application des lois

N° 33

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Cahiers de Droit de l'Entreprise

N° 34

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Internationale de la Compliance et de l'Éthique des Affaires

N° 35

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

La résilience de l'économie française en 2022

N° 36

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

Appréciation du caractère averti de la caution dans le cadre du rachat d'une société au moyen de l'endettement via une holding de reprise

N° 37

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONSOMMATION

Possibilités de publicité renforcées pour les mesures d'injonction de la DGCCRF

N° 38

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONSTRUCTION

Point de départ du délai de prescription du recours entre constructeurs : revirement

N° 39

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRATS COMMERCIAUX

Contrats de vente de produits agricoles : seuils de chiffre d'affaires annuel en dessous desquels le contrat de vente n'est pas obligatoirement écrit

N° 40

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Droit de gage des organismes de sécurité sociale sur les patrimoines professionnels et personnels des entrepreneurs individuels

N° 41

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Modalités de signature électronique des déclarations des formalités des entreprises et de radiation du RNE : nouveautés

N° 42

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Formalités des entreprises : une procédure de secours est mise en place

N° 43

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Simplification de la réglementation pour les entreprises : suppression du caractère obligatoire de diverses normes

N° 44

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JUSTICE

Un plan d'action pour la justice

N° 45

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

PSAN : actualisation de la doctrine de l'AMF en matière d'honorabilité et de compétence et sur les communications promotionnelles

N° 46

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

Fixation des modalités de publication des données essentielles des marchés publics et des contrats de concession

N° 47

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

Le Code de la commande publique est modifié

N° 48

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE PÉNALE

LOPMI : le projet de loi est déféré au Conseil constitutionnel

N° 49

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Coup d'accordéon : effet de la suspension par le juge des référés d'une augmentation de capital

N° 50

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TAUX D'INTÉRÊT

Les seuils de l'usure au 1er janvier 2023 sont publiés

N° 51

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TAUX D'INTÉRÊT

Les taux de l'intérêt légal applicables au cours du premier semestre 2023 sont fixés

N° 52

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRANSPORT ROUTIER

Véhicule autonome : le contenu et les modalités de fourniture de l'information obligatoire relative aux conditions d'utilisation précisés

N° 53

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRANSPORT ROUTIER

Modification de dispositions concernant les aides à l'acquisition et à la location de véhicules peu polluants

N° 54

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | VENTE

Promesse de vente : l'indication d'un montant maximal du prêt n'est pas de nature à contraindre les acquéreurs à accepter toute offre d'un montant inférieur

N° 55

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | AMIANTE

Amiante : dématérialisation des PDRE obligatoire au 1er février 2023

N° 56

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | FORMATION PROFESSIONNELLE

Modalités de l'abondement du CPF des salariés lanceurs d'alerte en cas de sanction de l'employeur par le conseil de prud'hommes

N° 57

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Activité partielle et activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable : un décret simplifie les procédures de reversement des trop-perçus

N° 58

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Santé au travail : un décret encadre l'amplitude au sein de laquelle le montant des cotisations des SPSTI doit demeurer

N° 59

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Règles d'imputation en cas de paiement partiel des cotisations et contributions sociales et prolongation d'expérimentation

N° 60

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

Les conditions de dépôt et de contrôle des accords d'épargne salariale sont précisées par décret

N° 61

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Modalités de mise en oeuvre des obligations déclaratives des opérateurs de plateformes de mise en relation par voie électronique

N° 62

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

[Exercice d'une activité libérale au sein d'une SEL : tolérance administrative jusqu'au 31 décembre 2023 concernant le régime d'imposition en BNC](#)

N° 63

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

[Déclaration de périmètre de groupe TVA : la DGFIP ouvre une période de dépôt complémentaire du 9 au 20 janvier 2023](#)

N° 64

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TAXES DIVERSES

[Actualisation annuelle des tarifs au mètre carré pour le calcul de la taxe pour la création de locaux à usage de bureaux, de locaux commerciaux et de locaux de stockage en IDF](#)

N° 65

[Consulter le PDF](#)

[Études et commentaires](#)



AFFAIRES | LIQUIDATION JUDICIAIRE

[Qualité à agir en matière de report de la date de cessation des paiements](#)

N° 1008 - Par Mathias HOUSSIN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | REDRESSEMENT JUDICIAIRE

[La responsabilité civile professionnelle encourue par une SEL de mandataires judiciaires](#)

N° 1009 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

[Mesures d'instruction et secret des affaires : une coordination des textes peu évidente](#)

N° 1010 - Par Arnaud CONSTANS et Laura TERDJMAN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRANSPORT AÉRIEN

[Indemnisation des passagers victimes d'un retard ou d'une annulation de vol : les États peuvent renforcer leurs organismes nationaux](#)

N° 1011 - Par Ghislain POISSONNIER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COMMANDE PUBLIQUE

[Irrégularité d'une offre pour l'attribution d'un contrat de la commande publique et convention de branche ou accord professionnel ou interprofessionnel](#)

N° 1012 - Par François LICHÈRE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

[Droit de la propriété industrielle](#)

N° 1013 - Par Nicolas BINCTIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SÉCURITÉ SOCIALE

[Les mesures concernant les entreprises dans le cadre de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2023](#)

N° 1014 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | SOCIÉTÉ DE PERSONNES

[Attribuer la totalité des pertes fiscales à certains associés n'est pas léonin](#)

N° 1015 - Par Jean-Baptiste BARBIÈRI

[Consulter le PDF](#)

À la une

Les premiers pas discrets mais prometteurs de la convention judiciaire d'intérêt public en matière environnementale

étude par Ghislain POISSONNIER

Depuis 2021, neuf CJIP environnement ont été signées et homologuées. Si le montant des amendes d'intérêt public qu'elles prévoient restent modestes, elles ouvrent des perspectives intéressantes, notamment via la mise en place de programme de mise en conformité et la réparation du préjudice écologique.



© alexyz3d_AdobeStock

Actualité

Plan d'action pour la justice : les réactions des professionnels

focus

Technique

Focus sur les principales mesures de la loi de finances pour 2023 et la loi de finances rectificative pour 2022

par Hervé ZAPF

Jurisprudence

Recevabilité de l'action civile dans le procès V13 : un élargissement mesuré du cercle des victimes

note par Christophe QUÉZEL-AMBRUNAZ sous C. assises, 25 oct. 2022

Gazette Spécialisée

DROIT IMMOBILIER

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Michel PEISSE

Avocat honoraire au barreau de Paris

• Marine PARMENTIER

Avocate au barreau de Paris

AVEC LA PARTICIPATION DE

Olivier BONNEAU, Nicolas BOULLEZ, Albert CASTON, Benjamin DARMOUNI, Julie DAUGA, Fabien DELHAES, Simon GUIRRIEC, Vincent HOREAU, Juliette MEL, Alexandre PANZANI et Alexis TRÉCA



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

P-DG, Directeur de la publication : Bruno Vergé
Directrice générale déléguée : Emmanuelle Filiberti
Présidente du Conseil scientifique :
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :
Tél. : 01 40 93 40 00
Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :
Tél. : 01 40 93 40 40
Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr
Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2023
* Prix TTC au n° : 20 €
+ frais de port
* Abonnement France (un an) :
Journal seul : 570,74 € TTC
Recueils + table seuls : 556,45 € TTC
Journal, recueil + table : 764,73 €
Abonnement feuilletable numérique : 244,02 € TTC
* Abonnement étranger (un an) :
Journal seul : 645 €
Journal, recueil + table : 859 €
Abonnement feuilletable numérique : 239 €

Internet : gazette-du-palais.fr
Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0523 T 83097
ISSN 0242-6331
Dépôt légal à parution
Imprimé par Duplirprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,
53101 Mayenne CEDEX
sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres
recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),
issus de forêts gérées durablement ;
impact gaz à effet de serre
pour un exemplaire : 689 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL444v0 ■ Plan d'action pour la justice : les réactions des professionnels 3
- GPL444s9 ■ La cour d'appel d'Aix-en-Provence s'ancre dans la ville
avec le Couvent des Prêcheurs 8
- GPL444t0 ■ « Lorsqu'un justiciable entre dans un tribunal, la première
personne qu'il voit est le greffier »
entretien avec Natacha BOURGUEIL 10


Doctrine

- GPL444t8 ■ Les premiers pas discrets mais prometteurs de la convention
judiciaire d'intérêt public en matière environnementale
étude par Ghislain POISSONNIER 12

Technique

- GPL444t6 ■ Focus sur les principales mesures de la loi de finances
pour 2023 et la loi de finances rectificative pour 2022
par Hervé ZAPP 16

Jurisprudence

- GPL444u6 ■ Recevabilité de l'action civile dans le procès V13 :
un élargissement mesuré du cercle des victimes
note par Christophe QUÉZEL-AMBRUNAZ sous C. assises, 25 oct. 2022 18
- GPL444u7 ■ Le temps ne fait (presque) rien à l'affaire
note par Jean-Baptiste THIERRY sous Cass. crim., 9 nov. 2022 21
- GPL444s7 ■ La caducité de l'accord de conciliation et le sort
de l'engagement de caution
note par Éva HELESBEUX sous Cass. com., 26 oct. 2022 24
- GPL444m2 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 27
- GPL444e1 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 32
- GPL444q2 ■ Panorama de jurisprudence de la CEDH
par Catherine BERLAUD 35
- GPL444e2 ■ Chronique de jurisprudence de droit de la responsabilité civile
sous la direction scientifique de Julie TRAUILLÉ
avec la collaboration de Marie DUGUÉ, Stéphane GERRY-VERNIÈRES, Zoé JACQUEMIN
et Vincent MAZEAUD <https://text.so/GPL444e2> 

Aux marches du Palais

Portrait

- GPL444t1 ■ Marie-Nathalie Fillonneau, bâtonnière des Sables d'Olonne 36

Gazette Spécialisée

DROIT IMMOBILIER

Sous la responsabilité scientifique de
Michel PEISSE et Marine PARMENTIER

37